

LE VIRUS, LE VENT ET LES GIROUETTES

PAR NATACHA POLONY

Nous y sommes. Un petit virus, largement moins dangereux que la grippe, même espagnole – sans parler de la peste noire –, fait flancher la planète. Des Bourses qui ont perdu de 15 à 20 % en deux semaines, des PME qui mettent leurs employés en chômage partiel, des budgets publicitaires annulés, des théâtres vides, des avions plus vides encore, des traiteurs qui frôlent la faillite, des entreprises d'événementiel au bord du gouffre... On peut s'empailler autant qu'on veut sur la question de savoir si les mesures de précaution prises par les Etats sont excessives ou non, si la panique des particuliers est raisonnable... Peu importe, les conséquences sur l'économie mondiale seront majeures. Et tout à coup, on s'aperçoit que ce système marche sur la tête. Mais, bien évidemment, il n'y a pas le moindre coupable. Personne pour dire qu'il s'est planté lamentablement en applaudissant des années durant aux délocalisations massives, à l'hémorragie industrielle que subissait la France, à l'illusion fatale que les services et le tourisme allaient compenser la destruction de pans entiers de notre économie.

L'amnésie a quelque chose de fascinant. Pendant des années, quiconque s'inquiétait de la désindustrialisation de la France était un incorrigible nostalgique, doublé d'un dangereux nationaliste. « *National-républicain* », comme l'écrivait Edwy Plenel en 2002 dans *le Monde* à propos de Jean-Pierre Chevènement (parce que « national-quelque chose », ça évoque les heures sombres et la peste brune). D'autant que ce dernier avait l'outrecuidance de remettre en cause l'indépendance de la Banque centrale européenne et donc l'impossibilité structurelle, pour tout pouvoir politique, de mener des politiques monétaires en Europe. D'autres, il y a déjà plusieurs années, avaient l'idée tout aussi folle de réfléchir, comme nos collaborateurs Franck Dedieu et Benjamin Masse-Stamberger dans un livre intitulé *Inévitable protectionnisme**, à la nécessaire relocalisation de l'économie pour garantir à la France et à l'Europe un minimum d'indépendance dans un contexte de montée des impérialismes et de relance des guerres commerciales. Ils se sont fait traîner dans la boue par le clergé des experts autorisés. « Souverainistes ! » : l'anathème suprême devenait stigmaté.

Aujourd'hui, qui entre au ministère de l'Économie découvre une charmante collection de produits fabriqués en France, auxquels l'Élysée consacre même des expositions. Depuis l'arrivée du coronavirus, on entend de doctes économistes expliquer comment cette crise met en lumière la « désintégration de la chaîne

de valeur ». Traduction: l'aberration qui consiste à assembler au Maroc une voiture dont les composants proviennent de quinze pays différents, Chine, Vietnam ou Roumanie, pour la vendre ensuite sur le marché français. Les plus lucides découvrent même que le bilan écologique est calamiteux... En matière de médicaments, là encore, quelques-uns avaient alerté en amont sur le danger de laisser à la Chine 60 à 80 % du marché des principes actifs. Quand un produit vital vient à manquer, il ne faut pas être grand clerc pour deviner que le pays producteur privilégiera son marché intérieur. Mais, là encore, pendant des années, celui qui évoquait des « filières stratégiques » à ne pas laisser mourir, quitte à accepter les éventuelles représailles des adversaires commerciaux, était une sorte d'étatiste délirant qui ne comprenait rien à l'économie. Aujourd'hui, Laurence Boone, chef économiste à l'OCDE et ancienne conseillère de François Hollande, plaide pour une relance budgétaire, quitte à laisser filer le déficit. Volte-face? Mais non, simple pragmatisme et capacité d'adaptation! Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent qui change de sens...

Certes, tous ces nouveaux convertis jureront, la tête sur le billot, qu'ils n'ont pas changé d'avis. D'ailleurs, certains mots, comme celui de « protectionnisme », sont toujours frappés d'opprobre, ce qui permet de se distinguer de ceux qui ont eu le tort d'avoir raison trop tôt, avant la catastrophe. Le protectionnisme, c'est toujours mal parce que c'est du repli sur soi, de la fermeture. On parlera plutôt, après quelques contorsions, d'augmentation des tarifs douaniers dans des secteurs ciblés... Ce que prônaient, donc, les méchants protectionnistes du « national-souverainisme ».

Evidemment, quand on a pratiqué tout l'inverse pendant des années, le virage est un peu périlleux. Une relance budgétaire? Même l'Allemagne accepte de se poser la question, après des années d'austérité imposée à ses partenaires. Séisme. (Mais, pour résister à l'unilatéralisme borné, encore faut-il ne s'être pas positionné systématiquement comme le mauvais élève obligé de donner des gages à la puissance dominante.)

Si le coronavirus a bousculé les règles du jeu, c'est parce que le jeu était vicié. Le système mis en place et défendu par les élites politico-médiatiques depuis trente ans se révèle donc, de fait, contre-productif et dangereux. Les notions d'indépendance, de stratégie, de production industrielle sont de retour. Aucun triomphalisme, sinon celui du bon sens. Malgré les dégâts, il n'est jamais trop tard pour se ressaisir, mais vite! ■

* *Inévitable protectionnisme*, de Franck Dedieu, Benjamin Masse-Stamberger et Adrien de Tricornot, Gallimard, coll. « Le débat », 2012.

Chers lecteurs, si vous ne trouvez pas *Marianne* dans votre kiosque préféré, n'oubliez pas qu'il est disponible aussi chaque semaine en PDF sur marianne.net pour 3,49 €.